



CHAPITRE 109

CHAPTER 109

Loi constituant en corporation la ville de Rosemère An Act to incorporate the town of Rosemère

[Sanctionnée le 6 février 1958]

[Assented to, the 6th of February, 1958]

Préambule.

ATTENDU que La corporation de la paroisse de Rosemère, a, par sa pétition, représenté, que les dispositions du Code municipal ne suffisent plus à ses besoins, et qu'il lui faut de plus amples pouvoirs;

Attendu que ladite corporation a demandé à être constituée en corporation de ville sous le nom de "Ville de Rosemère" sous l'empire de la Loi des cités et villes (Statuts refondus, 1941, chapitre 233), et avec des pouvoirs spéciaux additionnels;

Attendu qu'il est à propos de faire droit à la demande contenue dans ladite pétition;

A ces causes, Sa Majesté, de l'avis et du consentement du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de Québec, décrète ce qui suit:

Territoire érigé en ville.

1. La paroisse de Rosemère cesse d'exister et son territoire désigné ci-dessous est constitué en municipalité de ville sous le nom de ville de "Rosemère".

Un territoire formant actuellement partie de la municipalité de la paroisse de Rosemère, et dont les limites, en référence au cadastre officiel de la paroisse de Sainte-Thérèse de Blainville, se décrivent comme suit: partant du point d'intersection de la rive de la rivière des Mille-Iles avec la ligne séparant le lot 77 des lots 78 et 79; de là, passant par les lignes et démarcations suivantes en continuité les unes des autres; ladite ligne séparant le lot 77 des

Preamble.

WHEREAS The corporation of the parish of Rosemère has, by its petition, represented that the provisions of the Municipal Code no longer meet its needs and it requires more extensive powers;

Whereas the said corporation has prayed that it be incorporated as a town under the name of "Town of Rosemère", under the Cities and Towns Act (Revised Statutes, 1941, chapter 233), and with additional special powers;

Whereas it is expedient to grant the prayer contained in the said petition;

Therefore, Her Majesty, with the advice and consent of the Legislative Council and of the Legislative Assembly of Quebec, enacts as follows:

Territory erected as town.

1. The parish of Rosemère shall cease to exist and its territory is constituted as a town municipality under the name of town of "Rosemère".

A territory forming presently part of the municipality of the parish of Rosemère, and the limits of which, by reference to the official cadastre for the parish of Sainte-Thérèse de Blainville, shall be described as follows: starting from the intersection point of the bank of Mille-Iles river with the dividing line between lot 77 and lots 78 and 79; thence, successively along the following lines and limits: the said dividing line between lot 77 and

lots 78 et 79 jusqu'au côté sud-est du chemin de la Côte Blainville; une ligne traversant ledit chemin jusqu'à l'axe du chemin appelé Montée Blainville; ledit axe de la Montée Blainville passant entre le lot 79 et partie du lot 80 d'un côté et 75, 74, 73, 72, 71 et 70 de l'autre côté, une ligne brisée séparant les lots 69 et 70, la ligne séparant les lots 67 et 70, la ligne séparant les lots 67 et 61 des lots numéros 66, 65 et 62, la ligne séparant le lot 58 du lot 62, la ligne séparant le lot 58 des lots 57, 56 et 54, la ligne séparant le lot 54 du lot 58 jusqu'à l'axe de la Rivière aux Chiens et descendant le cours de ladite rivière jusqu'à son intersection d'avec la ligne centrale du chemin de fer de colonisation du Nord de Montréal vis-à-vis le lot 225, ladite ligne centrale du chemin de fer jusqu'à ce qu'elle intersecte de nouveau l'axe de la Rivière aux Chiens près de la ligne séparative des lots 226 et 227; ledit axe de la rivière aux Chiens dans des directions générales nord et est jusqu'au prolongement de la ligne sud-ouest du lot 271; ledit prolongement en allant vers le nord-ouest et ladite ligne; la ligne sud-ouest du lot 272; une ligne limitant au nord-ouest les lots 272, 24, 23, 22, 21, 20, 18, 17, 16, 14 et 13; la ligne séparant le lot 11 des lots 12 et 13 prolongée jusqu'à l'axe de la rivière des Mille-Iles; ledit axe en allant vers le sud-ouest et passant au sud-est des îles numéros 924, 925, 926, 927, 928 et 929 jusqu'au prolongement de la ligne séparative des lots 77 et 79; ledit prolongement jusqu'au côté sud-ouest de l'île 929, ledit côté nord-ouest de l'île 929 jusqu'au prolongement de la ligne séparative des lots 77 et 79; cette ligne joignant ce dernier point jusqu'au côté sud-est de l'île 930, de là contournant l'île 930 par le sud-ouest jusqu'au prolongement de la ligne séparative des lots 77 et 79 et enfin de ce dernier point une ligne dans la rivière des Mille-Iles jusqu'au point de départ et incluant les îles 931, 932, 933 et 934; lequel territoire ensemble avec les chemins, rues, ruelles, emprise de chemin de fer, rivières, cours d'eau ou partie d'iceux, compris dans les limites ci-dessus décrites est érigé en ville distincte sous le nom de

lots 78 and 79, up to the southeastern line of chemin de la Côte Blainville; a line going across the said road, up to the center line of the road called Montée Blainville; the said center line of Montée Blainville, running between lot 79 and part of lot 80 on one side, and lots 75, 74, 73, 72, 71 and 70 on the other side; a broken line between lots 69 and 70; the dividing line between lots 67 and 70; the dividing line between lots 67 and 61 on the one hand and lots numbers 66, 65 and 62 on the other hand; the dividing line between lots 58 and 62; the dividing line between lot 58 and lots 57, 56 and 54; the dividing line between lots 54 and 58, up to the center line of Rivière aux Chiens, and going downstream along the said river, up to its intersection point with the center line of chemin de fer de colonisation du Nord de Montréal, opposite lot 225; the said center line of such railroad track, up to its other intersection point with the center line of Rivière aux Chiens, near the dividing line between lots 226 and 227; the said center line of Rivière aux Chiens, going more or less towards the north and the east, up to the extension of the southwestern line of lot 271; the said extension line, towards the northwest of the said line; the southwestern line of lot 272; a line being the northwestern line of lots 272, 24, 23, 22, 21, 20, 18, 17, 16, 14 and 13; the dividing line between lot 11 and lots 12 and 13, extended up to the center line of Mille-Iles river; the said center line, going towards the southwest and running southeast of islands numbers 924, 925, 926, 927, 928 and 929, up to the extension of the dividing line between lots 77 and 79; the said extension line, up to the southwestern side of island 929; the said northwestern side of island 929, up to the extension of the dividing line between lots 77 and 79; such line, from such intersection point, up to the southwestern side of island 930; thence, around island 930 by the southwestern side, up to the extension of the dividing line between lots 77 and 79; and, finally, from the latter intersection point, along a line in Mille-Iles river, up to the starting point, and including islands 931, 932, 933 and 934; such territory,

ville de "Rosemère", dans le comté de Terrebonne.

altogether with the roads, streets, lanes, railway right-of-way, rivers, water courses or parts thereof comprised within the afore described limits, shall be constituted as a distinct town under the name of town of "Rosemère", in the county of Terrebonne.

Constitution.

2. Les habitants et contribuables de La corporation de la paroisse de Rosemère, ainsi que ceux qui leur succéderont sont constitués en corporation de ville sous le nom de ville de "Rosemère".

2. The inhabitants and ratepayers of The corporation of the parish of Rosemère, and their successors are incorporated as a town under the name of town of "Rosemère".

Incorporation.

Nom.

Name.

Dispositions applicables.

3. La ville de Rosemère sera régie par la Loi des cités et villes et ses amendements, sauf les cas auxquels la présente loi déroge spécialement ou les dispositions incompatibles qu'elle peut contenir.

3. The town of Rosemère shall be governed by the Cities and Towns Act and its amendments, save where this act specially derogates therefrom or where it contains incompatible provisions.

Provisions to apply.

Succession.

4. La corporation constituée par la présente loi succède aux droits, obligations, propriétés, privilèges, titres, réclamations et actions de La corporation de la paroisse de Rosemère, et la remplacera à toutes fins que de droit.

4. The corporation hereby constituted shall succeed to the rights, obligations, property, privileges, titles, claims and actions of The corporation of the parish of Rosemère, and shall replace it for all legal purposes.

Succession.

Officiers et employés.

5. Les officiers et employés municipaux actuels de La corporation de la paroisse de Rosemère resteront en fonction jusqu'à leur démission, remplacement ou renvoi par le conseil de la ville de Rosemère.

5. The present municipal officers and employees of The corporation of the parish of Rosemère shall remain in office until their resignation, replacement or dismissal by the council of the town of Rosemère.

Officers and employees.

Règlements, etc.

6. Tous les règlements, résolutions, procès-verbaux, rôles de cotisation, rôles d'évaluation, rôles de perception, billets, comptes d'impôt, redevances, obligations, listes, plans et autres actes et documents municipaux quelconques, maintenant en vigueur, continueront d'avoir leur plein effet et resteront en vigueur comme si ordonnés sous la Loi des cités et villes, jusqu'à ce qu'ils soient modifiés, annulés, abrogés, exécutés ou accomplis, à moins qu'ils ne soient incompatibles avec les dispositions de la présente loi.

6. All by-laws, resolutions, minutes, assessment rolls, valuation rolls, collections rolls, notes, accounts for taxes, dues, debentures, lists, plans and other municipal deeds and documents whatsoever, now in force, shall continue to have full effect and shall remain in force as if enacted under the Cities and Towns Act until amended, annulled, repealed, executed or accomplished, unless they be inconsistent with the provisions of this act.

By-laws, etc.

Maire et échevins.

7. Le maire et les six conseillers de La corporation de la paroisse de Rosemère, en fonction le premier janvier 1958, ou leurs remplaçants deviennent le maire et les échevins de la corporation constituée par la présente loi et cesseront de l'être

7. The mayor and the six councillors of The corporation of the parish of Rosemère in office on the first of January, 1958, or those who replace them shall become the mayor and aldermen of the corporation hereby constituted and shall cease to

Mayor and aldermen.

conformément à l'article 50 de la Loi des cités et villes.

Première
élection.

La première élection générale aura lieu le deuxième mercredi de mai 1958 pour les échevins aux sièges numéros 1, 2 et 3, et la suivante le deuxième mercredi de mai 1959 pour le maire et les échevins aux sièges numéros 4, 5 et 6.

S.R.,
c. 233,
a. 47,
rempl.
pour la
ville.

8. L'article 47 de la Loi des cités et villes est remplacé, pour la ville, par le suivant:

Compo-
sition.

"47. Le conseil municipal est composé d'un maire et de six échevins dont les sièges seront respectivement désignés sous les numéros 1, 2, 3, 4, 5 et 6, élus en la manière ci-après prescrite."

S.R.,
c. 233,
a. 135,
rempl.
pour la
ville.

9. L'article 135 de la Loi des cités et villes est remplacé, pour la ville, par le suivant:

Époque
de la con-
fection.

"135. Chaque année, avant le premier mars, le greffier dresse ou fait dresser sous sa direction, de la manière ci-après indiquée, une liste, pour la municipalité, des personnes inscrites sur le rôle de perception des taxes de la municipalité, et possédant le cens électoral requis."

S.R.,
c. 233,
a. 143,
rempl.
pour la
ville.

10. L'article 143 de la Loi des cités et villes est remplacé, pour la ville, par le suivant:

Greffier
spécial.

"143. Si le troisième jour de mars le greffier n'a pas fait la liste alphabétique des électeurs, ou n'a pas donné et publié l'avis requis par l'article 139, la Cour de magistrat ou le juge de district présidant cette cour, ou, dans le cas où celui-ci est absent ou incapable d'exercer ses fonctions, un juge d'un district voisin doit, sur requête sommaire de toute personne ayant droit d'être inscrite comme électeur dans la municipalité, nommer un greffier spécial pour préparer la liste alphabétique des électeurs."

S.R.,
c. 233,
a. 173,
rempl.
pour la
ville.

11. L'article 173 de la Loi des cités et villes est remplacé, pour la ville, par le suivant:

be so in accordance with section 50 of the Cities and Towns Act.

The first general election shall be held on the second Wednesday of May, 1958, for the aldermen of seats numbers 1, 2 and 3 and the next on the second Wednesday of May, 1959, for the mayor and the aldermen of seats, numbers 4, 5 and 6.

First
election.

8. Section 47 of the Cities and Towns Act is replaced, for the town, by the following:

R.S.,
c. 233,
s. 47,
replaced
for town.

"47. The municipal council shall be composed of a mayor and of six aldermen, whose seats shall be respectively designated by the numbers 1, 2, 3, 4, 5 and 6 elected in the manner hereinafter prescribed."

Compo-
sition.

9. Section 135 of the Cities and Towns Act is replaced, for the town, by the following:

R.S.,
c. 233,
s. 135,
replaced
for town.

"135. Prior to the first of March of each year, there shall be prepared by the clerk, or under his direction, in the manner hereinafter mentioned, a list for the municipality of the names of persons entered on the valuation roll as well as on the collection roll of the municipality and qualified to be entered on the electoral list."

Time of
prepara-
tion.

10. Section 143 of the Cities and Towns Act is replaced, for the town, by the following:

R.S.,
c. 233,
s. 143,
replaced
for town.

"143. If by the third day of March the clerk has not made the alphabetical list of electors, or has not given or published the notice required by section 139, the Magistrate's Court or the district judge presiding over such court, or, in the absence or inability to act of the latter, a district judge in charge of a neighbouring district shall, on summary petition of any person entitled to be entered as an elector in the municipality, appoint a special clerk to prepare the alphabetical list of electors."

Special
clerk.

11. Section 173 of the Cities and Towns Act is replaced, for the town, by the following:

R.S.,
c. 233,
s. 173,
replaced
for town.

Date des élections.

"173. A compter de l'année 1958, l'élection des échevins représentant les sièges 1, 2 et 3 a lieu tous les deux ans, le deuxième mercredi de mai, et, si ce jour est férié, le premier jour juridique suivant.

Rotation.

A compter de l'année 1959, l'élection du maire et des échevins représentant les sièges 4, 5 et 6 a lieu tous les deux ans, le deuxième mercredi de mai, et, si ce jour est férié, le premier jour juridique suivant."

S.R., c. 233, a. 181, remp. pour la ville.

12. L'article 181 de la Loi des cités et villes est remplacé, pour la ville, par le suivant:

Date.

"181. La présentation des candidats à une élection générale a lieu le premier mercredi de mai de midi à deux heures de l'après-midi. Si ce jour est férié, elle a lieu le premier jour juridique qui suit cette date, aux mêmes heures."

S.R., c. 233, a. 247, remp. pour la ville.

13. L'article 247 de la Loi des cités et villes, modifié par l'article 3 de la loi 12 George VI, chapitre 29, est remplacé, pour la ville, par le suivant:

Égalité de votes.

"247. S'il y a égalité de votes pour la même charge de maire ou d'échevin, l'officier rapporteur s'adressera, par requête, à un juge de la Cour de magistrat dans le district de Terrebonne, dans les quatre jours suivant celui de l'élection pour demander le recomptage des suffrages. Après ce recomptage, s'il y a encore égalité des votes, l'officier rapporteur décidera immédiatement, par une déclaration écrite, lequel parmi ceux qui ont le même nombre de votes, sera considéré élu à ladite charge.

Frais de recomptage.

Les frais de recomptage seront à la charge de la ville et le trésorier de la ville est autorisé à se conformer aux prescriptions édictées par l'article 253 de la présente loi."

S.R., c. 233, a. 252, remp. pour la ville.

14. L'article 252 de la Loi des cités et villes, modifié par l'article 4 de la loi 12 George VI, chapitre 29, est remplacé, pour la ville, par le suivant:

"173. From the year 1958, the election for the aldermen of seats 1, 2 and 3 shall be held every two years, on the second Wednesday of May, and if such day be a holiday, then on the first following juridical day.

Date.

From and after the year 1959, the election for mayor and the aldermen of seats, 4, 5 and 6 shall be held every two years, on the second Wednesday of May, and if such day be a holiday, then on the first following juridical day."

Rotation.

12. Section 181 of the Cities and Towns Act is replaced, for the town, by the following:

R.S., c. 233, s. 181, replaced for town.

"181. The nomination of candidates at a general election shall be held on the first Wednesday of May from noon to two o'clock in the afternoon. If such day be a holiday, it shall be held on the first juridical day following such date, and during the same hours."

Date.

13. Section 247 of the Cities and Towns Act, replaced by section 3 of the act 12 George VI, chapter 29, is replaced, for the town, by the following:

R.S., c. 233, s. 247, replaced for town.

"247. Whenever an equal number of votes are cast for the same office of mayor or of alderman, the returning officer shall apply by way of petition to a judge of the Magistrate's Court in the district of Terrebonne, within four days after that of the election, for a recount of votes. After such recount, if there is still an equal number of votes, the returning officer shall at once decide, by a declaration in writing, who among those having an equal number of votes, shall be considered elected to the said office.

Equal number of votes.

The costs of the recount shall be borne by the town and the town treasurer is authorized to comply with the provisions of section 253 of this act."

Costs of recount.

14. Section 252 of the Cities and Towns Act, amended by section 4 of the act 12 George VI, chapter 29, is replaced, for the town, by the following:

R.S., c. 233, s. 252, replaced for town.

Délai.

"252. La demande, pour être recevable, doit être formée dans les quatre jours qui suivront celui où l'officier-rapporteur, après avoir recensé les votes, a déclaré l'un des candidats élu."

"252. The application, in order to be received, must be made within four days after that on which the returning-officer, after adding up the votes, has declared one of the candidates elected."

Delay.

S.R.,
c. 233,
a. 427,
am. pour
la ville.

Condition
de l'émission
du
permis.

15. L'article 427 de la Loi des cités et villes est modifié, pour la ville, en ajoutant après le paragraphe 32°, les paragraphes suivants:

"32°a Pour refuser les permis de construction sur les rues où il n'y a pas encore de conduites d'eau et d'égouts, à moins qu'il ne soit établi au préalable à la satisfaction du conseil, qu'il sera pourvu pour la construction projetée à un approvisionnement d'eau potable et à un genre d'égouts sanitaires convenables et suffisants;

Permis de
coupe de
glace.

"32°b Pour obliger ceux qui prendront de la glace sur la Rivière des Mille-Iles, dans le territoire de la ville, à entourer les endroits, d'où elle sera enlevée, de manière à éviter tout danger; pour astreindre toute personne qui désirera y couper de la glace pour fins commerciales à obtenir, au préalable, un permis qui sera délivré par l'officier désigné par le conseil et pour fixer que le coût du permis ne devra pas excéder la somme de cinquante dollars."

15. Section 427 of the Cities and Towns Act is amended, for the town, by adding after paragraph 32, the following paragraphs:

"32a. To refuse permits for building on streets where water mains and sewers have not yet been installed, unless it is first shown to the satisfaction of the council that the proposed structure will be provided with a supply of drinking-water and a type of sewers that are sanitary, suitable and adequate;

Condition
of issue of
permit.

"32b. To compel persons cutting ice on Mille-Iles River, in the territory of the town, to fence the places from which such ice is taken, so as to avoid any danger; to compel any person wishing to cut ice for commercial purposes on the said river to obtain previously a permit issued by the officer appointed by the council and to provide that the price of such permit shall not be more than the sum of fifty dollars."

Permit to
cut ice.

S.R.,
c. 233,
a. 428,
am. pour
la ville.

Plages pu-
bliques.

16. Le paragraphe 7° de l'article 428 de la Loi des cités et villes est remplacé, pour la ville, par le suivant:

"7° Pour réglementer l'usage des plages où le public est admis, et la location d'embarcations dans les eaux comprises dans les limites de la municipalité pour les fins de sécurité, d'hygiène et de police."

16. Paragraph 7 of section 428 of the Cities and Towns Act is replaced, for the town, by the following:

"7. To regulate the use of beaches where the public is admitted, and the renting of boats in waters within the limits of the municipality for safety, health and police purposes."

R.S.,
c. 233,
s. 428,
am. for
town.

Public
beaches.

S.R.,
c. 233,
a. 429,
am. pour
la ville.

Condition
de l'octroi
d'un
permis.

17. L'article 429 de la Loi des cités et villes est modifié, pour la ville en ajoutant après le paragraphe 1°, le suivant:

"1°a Après qu'un plan de subdivision aura été déposé, de prohiber l'octroi de permis de construction sur des lots de telle subdivision avant que la rue en front du lot sur lequel on se propose de construire ait été ouverte et nivelée par le propriétaire du terrain subdivisé et donné ensuite par ce dernier à la municipalité."

17. Section 429 of the Cities and Towns Act is amended, for the town, by adding after paragraph 1, the following:

"1a. After a subdivision plan has been deposited, to prohibit the granting of permits to build on the lots of such subdivision before the street in front of the lot on which it is proposed to build has been opened and levelled by the owner of the subdivided land and afterwards given by the latter to the municipality."

R.S.,
c. 233,
s. 429,
am. for
town.

Condition
to obtain
permit.

S.R.,
c. 233,
a. 429,
am. pour
la ville.

18. Le paragraphe 8° de l'article 429 de la Loi des cités et villes est remplacé, pour la ville, par le suivant:

18. Paragraph 8 of section 429 of the Cities and Towns Act is replaced, for the town, by the following:

R.S.,
c. 233,
s. 429,
am. for
town.

Subdivi-
sion de
lots.

"8° Pour régler la subdivision, l'annulation de lots situés dans les limites de la municipalité, pour obliger les propriétaires à soumettre leurs plans de subdivision à l'approbation du conseil, quinze jours avant leur présentation au ministre qui a charge du cadastre, pour enregistrement; pour prohiber telles subdivisions lorsqu'elles ne coïncident pas avec le plan général de la municipalité, et pour obliger les propriétaires de rues et ruelles privées à indiquer que lesdites rues et ruelles n'appartiennent pas à la municipalité."

"8. To regulate the subdivision or cancellation of the subdivision of lots, within the limits of the municipality; to compel the proprietors to submit their subdivision plans for the approval of the council, fifteen days before their presentation to the minister in charge of the cadastre, for registration; to prohibit such subdivisions whenever the same do not coincide with the general plan of the municipality, and to compel the owners of private streets and lanes to indicate that the same do not belong to the municipality."

Subdivi-
sion of
lots.

S.R.,
c. 233,
a. 429,
am. pour
la ville.

19. Le paragraphe 19° de l'article 429 de la Loi des cités et villes est remplacé, pour la ville, par le suivant:

"19° Pour décréter que la ville entretiendra, balayera, arrosera et tiendra en état de propreté tous ou quelques-uns de ses trottoirs, rues ou places publiques; pour décréter que la ville enlèvera la neige ou la glace, en tout ou en partie de tous ou de quelques-uns de ses trottoirs, rues et places publiques. Ces travaux seront payés à même les fonds généraux de la ville."

Entretien
des trot-
toirs, etc.

19. Paragraph 19 of section 429 of the Cities and Towns Act is replaced, for the town, by the following:

"19. To enact that the town shall maintain, sweep, sprinkle and keep clean all or some of its sidewalks, streets or public places; to enact that the town shall remove the snow or ice in whole or in part, from all or some of its sidewalks, streets and public places. Such works shall be paid for out of the general funds of the town."

R.S.,
c. 233,
s. 429,
am. for
town.

Mainte-
nance
of side-
walks, etc.

S.R.,
c. 233,
a. 439,
remp.
pour la
ville.

20. L'article 439 de la Loi des cités et villes est remplacé, pour la ville, par le suivant:

"**439.** Le conseil peut, dans le but de payer les sommes dépensées pour la construction d'aqueduc, puits publics, citernes ou réservoir et les intérêts desdites sommes, et de créer un fonds d'amortissement, imposer par règlement, en tout ou en partie, sur tous les propriétaires ou occupants d'immeubles de la municipalité ou sur ceux pour le bénéfice desquels ces améliorations sont faites, une taxe spéciale annuelle proportionnée à l'étendue du front de ces immeubles ou sur l'évaluation."

Taxe
spéciale.

20. Section 439 of the Cities and Towns Act is replaced, for the town, by the following:

"**439.** The council may, by by-law in order to pay the principal and the interest of the sums expended in the construction of waterworks, public wells, cisterns or reservoirs, and to establish a sinking-fund, impose, wholly or in part, on all the owners or occupants of immoveables in the municipality or on those for whose benefit such improvements are made an annual special tax proportionate to the frontage of such immoveables or to the valuation."

R.S.,
c. 233,
s. 439,
replaced
for town.

Special
tax.

S.R.,
c. 233,
a. 440,
remp.
pour la
ville.

21. L'article 440 de la Loi des cités et villes est remplacé, pour la ville, par le suivant:

"**440.** Cette taxe spéciale est imposée et prélevée, même dans le cas où les propriétaires ou occupants de ces immeubles ne se serviraient pas de l'eau de l'aqueduc; pourvu que la ville ait signifié à ces propriétaires ou occupants qu'elle est prête à conduire l'eau à ses frais, jusqu'à

Respon-
sabilité
pour
taxes.

21. Section 440 of the Cities and Towns Act is replaced, for the town, by the following:

"**440.** Such special tax shall be imposed and levied, even when the owners or occupants of such immoveables do not avail themselves of the water from the waterworks; provided that the town has notified such owners or occupants, that it is prepared, are its own expense, to

R.S.,
c. 233,
s. 440,
replaced
for town.

Liability
for taxes.

l'alignement de la rue vis-à-vis leurs terrains respectifs."

bring the water to the line of the street opposite their respective lands."

S.R.,
c. 233,
a. 469,
am. pour
la ville.

Nombre
de taxis,
etc.

22. L'article 469 de la Loi des cités et villes est modifié, pour la ville, en ajoutant après le paragraphe 9°, le suivant:

"9°a Pour limiter le nombre de taxis opérant dans la municipalité et déterminer le nombre de taxis qui peuvent stationner aux postes; pour défendre qu'ils se tiennent ailleurs qu'aux postes autorisés; pour refuser une licence ou un permis pour l'exploitation d'un poste de taxis, ou la conduite d'un taxi, à toute personne qui se serait rendue coupable d'un acte criminel pour lequel elle aurait été condamnée, durant les trois ans suivant telle condamnation, ou dont le caractère ne serait pas recommandable; pour autoriser la police à faire enquête complète sur l'identité et le caractère d'un conducteur; pour décréter et réglementer l'imposition de taximètres; pour révoquer les permis accordés au propriétaire d'un taxi ou à un conducteur dans le cas d'une deuxième récidive à la loi provinciale des véhicules automobiles ou aux règlements municipaux relatifs à la circulation et à la sécurité publique ou aux lois provinciales concernant les liqueurs alcooliques et leur transport et possession ou au Code criminel; pour déterminer dans la municipalité les endroits où les taxis, faisant le transport de voyageurs, pourront arrêter ou stationner."

22. Section 469 of the Cities and Towns Act is amended, for the town, by adding after paragraph 9, the following:

"9a. To limit the number of taxis operating in the municipality and fix the number of taxis which can be parked at stands; to prohibit the same from being stationed elsewhere than at the authorized stands; to refuse a license or permit to operate a taxi stand or to drive a taxi to any person who may have been guilty of a criminal offence for which he was convicted, during the three years following such conviction, or whose character is not respectable; to authorize the police to make a full investigation of the identity and character of a driver; to order and regulate the installation of taximeters; to revoke the permit granted to a taxi-owner or driver in case of a third offence against the provincial motor vehicles act or against the municipal by-laws respecting traffic and public safety or against the provincial laws respecting alcoholic liquors and their transportation and possession or against the Criminal Code; to determine, within the municipality the places where taxis transporting passengers may stop or park."

R.S.,
c. 233,
s. 469,
am. for
town.

Number
of taxis,
etc.

S.R.,
c. 233,
a. 473a,
aj. pour
la ville.

Octrois
autorisés.

23. La Loi des cités et villes est modifiée, pour la ville, en ajoutant après l'article 473, le suivant:

"**473a.** Le conseil municipal peut par résolution voter et payer à même les fonds généraux toute somme qu'il jugera utile pour l'encouragement des arts et des sciences, l'établissement de centres de loisirs et l'organisation des jeux et des sports, pourvu que le montant global ne s'élève pas à plus de deux mille dollars par année."

23. The Cities and Towns Act is amended, for the town, by adding after section 473, the following:

"**473a.** The municipal council may, by resolution, vote and pay out of the general funds any sum it may deem useful to promote arts and sciences, the establishment of recreational centers and the organization of games and sports provided that the total amount be not more than two thousand dollars per annum."

R.S.,
c. 233,
s. 473a,
added
for town.

Grants
author-
ized.

S.R.,
c. 233,
a. 485a,
aj. pour
la ville.

Rôle sur
fiches, etc.

24. La Loi des cités et villes est modifiée, pour la cité, en y ajoutant après l'article 485, le suivant:

"**485a.** Le conseil de la cité peut ordonner, par résolution, que le rôle d'évaluation soit composé de fiches ou

24. The Cities and Towns Act is amended, for the town, by adding thereto after section 485, the following section:

"**485a.** The council may, by resolution, order that the valuation roll be composed of index-cards or loose leaves,

R.S.,
c. 233,
s. 485a,
added
for town.

Roll on
index-
cards, etc.

feuilles mobiles, à la condition que sur chacune de ces fiches ou feuilles mobiles, l'année de sa confection soit indiquée sous les initiales du greffier ou du secrétaire des estimateurs.

Mention. Lors de la confection d'un nouveau rôle, les fiches ou feuilles mobiles sur lesquelles aucun changement ne sera fait, pourront faire partie du nouveau rôle à la condition que mention en soit faite sur chacune d'elles, sous les initiales du greffier ou du secrétaire des estimateurs.

Certificat. Un certificat à l'effet d'identifier lesdites fiches ou feuilles mobiles et d'attester la véracité des inscriptions et initiales qui s'y trouvent devra être signé par au moins deux des estimateurs et par le greffier ou le secrétaire des estimateurs, et tel certificat équivaudra à l'attestation prévue par l'article 493."

S.R., c. 233, a. 585a, aj. pour la ville. **25.** La Loi des cités et villes est modifiée, pour la ville, en ajoutant après l'article 585, le suivant:

Travaux. "585a. Le conseil peut décréter, par règlement, approuvé par les électeurs propriétaires de la ville et par le ministre des affaires municipales, sur la recommandation de la Commission municipale de Québec, les travaux d'aqueduc et d'égouts nécessaires au développement général de la ville sur certaines rues, quoique la majorité des propriétaires qui en bénéficieront n'en ait pas un besoin immédiat.

Cotisation. Le coût de ces travaux et l'intérêt sur l'emprunt fait pour leur paiement ainsi que le coût et les déboursés encourus en ce cas, pour la préparation du règlement et la négociation de l'emprunt, sont défrayés au moyen d'une cotisation basée sur l'évaluation de tous les immeubles taxables de la ville.

Paiement. Ce règlement doit décréter que le coût ou partie du coût de ces travaux est chargé aux propriétaires qui en bénéficieront et sera payable par chacun d'eux, dès qu'ils commenceront à faire usage desdits services d'aqueduc et d'égouts, au moyen d'une taxe spéciale imposée sur leurs immeubles, à raison de l'évaluation d'iceux.

Versements. Cette taxe portera intérêt à compter de l'usage que chacun fera desdits services et

provided that on each such index-card or loose leaf, the year of its making be indicated under the initials of the clerk or of the secretary of the assessors.

Mention. When a new roll is made, the index-cards or loose leaves on which no change has been made, may form part of the new roll, provided mention thereof is made on each of them under the initials of the clerk or of the secretary of the assessors.

Certificat. A certificate identifying the said index-cards or loose leaves and certifying the correctness of the entries and initials appearing thereon must be signed by at least two of the assessors and by the clerk or the secretary of the assessors, and such certificate shall be equivalent to the attestation contemplated in section 493."

R.S., c. 233, s. 585a, added for town. **25.** The Cities and Towns Act is amended, for the town, by adding after section 585, the following:

Works. "585a. The council may order, by by-law approved by the town electors who are property-owners and by the Minister of Municipal Affairs, upon recommendation of the Quebec Municipal Commission, the works for the waterworks and sewers required for the general development of the town on certain streets, although a majority of the owners who are to benefit thereby have no immediate need thereof.

Assessment. The cost of such works and the interest on the loan contracted for the payment thereof, as well as the costs and disbursements incurred in such case in the preparation of the by-law and the negotiation of the loan, shall be paid by an assessment based upon the valuation of all the taxable immovables of the town.

Payment. Such by-law shall order that the cost or part of the cost for such works shall be charged to the owners who are to benefit thereby and shall be payable by each of them, as soon as they start to avail themselves of the waterworks and sewerage systems, by means of a special tax imposed on their immovables in proportion to the valuation thereof.

Installments. Such tax shall bear interest as from the use being made of such services by each

sera divisée en vingt versements égaux et sera prélevée pendant vingt années consécutives.

Rôle de perception.

Dès la fin des travaux, un rôle de perception devra être fait selon la loi quant à la confection, son approbation et sa contestation, s'il y a lieu, démontrant la partie de cette taxe imposée sur les immeubles des propriétaires qui bénéficieront desdits travaux lorsqu'ils en feront usage.

Entrée au rôle.

Cette taxe imposée sur les immeubles qui bénéficieront desdits travaux et qui deviendra échue en vingt versements, tel que susdit, devra être entrée au rôle de perception ordinaire chaque année, dès que les propriétaires de ces immeubles commenceront à se servir desdits services.

Fonds d'amortissement.

Cette taxe spéciale, dès que perçue, devra être versée au fonds d'amortissement servant à payer les remboursements annuels des emprunts payables par les propriétaires de tous les immeubles imposables de la ville."

Dispositions applicables.

26. Les dispositions de l'article 124 de la Loi des cités et villes ne s'appliqueront à la ville qu'à compter du premier janvier 1960, et d'ici cette date les dispositions de l'article 228 du Code municipal s'appliqueront.

Entrée en vigueur.

27. La présente loi entrera en vigueur le jour de sa sanction.

owner, shall be divided into twenty equal payments and shall be levied during twenty consecutive years.

As from the completion of the works, a collection roll shall be made according to the law as to its making, approval and contestation, if need be, establishing the portion of such tax imposed on the immoveables of the owners who will benefit by such works when they start making use thereof.

Collection roll.

Such tax, imposed on the immoveables benefiting by such said works and which shall become due in twenty payments, as aforesaid, shall be entered in the ordinary collection roll, each year, as soon as the owners of such immoveables start using such services.

Entry in roll.

Such special tax, as soon as collected, shall be paid into the sinking-fund applied to the payment of the annual reimbursements of the loans payable by the owners of all the taxable immoveables of the town."

Sinking-fund.

26. The provisions of section 124 of the Cities and Towns Act will apply to the town of Rosemère only after the first day of January, 1960, and until that date the provisions of article 228 of the Municipal Code will apply.

Provisions to apply.

27. This act shall come into force on the day of its sanction.

Coming into force.